

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine | R1332 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Catherine Blais-Adam, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature



Date 21 mars 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	23
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	24
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	25
Charges par objets	26
Excédent (déficit) accumulé	27
Avantages sociaux futurs	31

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	38
Analyse des charges	48

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la **Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine** (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine** au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine** inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1

BCGO senor.

BCGO s.e.n.c.r.l

Vaudreuil-Dorion, le 21 mars 2025

1 Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
Revenus			
Taxes	1		
Compensations tenant lieu de taxes	2		
Quotes-parts	3	2 383 000	2 375 654
Transferts	4		
Services rendus	5		
Imposition de droits	6		
Amendes et pénalités	7		
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	19 000	22 357
Autres revenus	10		3 355
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		3 500
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	2 402 000	2 401 366
			2 046 424
Charges			
Administration générale	14	88 100	90 109
Sécurité publique	15		
Transport	16		
Hygiène du milieu	17	2 654 800	2 505 885
Santé et bien-être	18		
Aménagement, urbanisme et développement	19		
Loisirs et culture	20		
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	15 300	7 954
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	2 758 200	2 603 948
			2 489 871
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(356 200)	(202 582)
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26		5 290 064
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		5 733 511
Solde redressé	28		5 290 064
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29	5 087 482	5 290 064

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	888 957
Débiteurs (note 5)	2	13 918
Prêts (note 6)	3	
Placements de portefeuille (note 7)	4	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	
Autres actifs financiers (note 8)	7	
	8	902 875
		432 334
PASSIFS		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	
Emprunts temporaires (note 9)	10	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	425 450
Revenus reportés (note 11)	12	
Dette à long terme (note 12)	13	831 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	
Autres passifs (note 14)	15	
	16	1 256 450
		794 320
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(353 575)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 15)	18	5 428 019
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	
Stocks de fournitures	20	
Actifs incorporels achetés (note 17)	21	
Autres actifs non financiers (note 18)	22	13 038
	23	5 441 057
		5 652 050
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	5 087 482
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :		
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	5 087 482
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	
	27	5 087 482
		5 290 064
Obligations contractuelles (note 19)		
Droits contractuels (note 20)		
Passifs éventuels (note 21)		
Actifs éventuels (note 22)		

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(356 200)	(202 582)
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2	(	170 953)
Produit de cession	3	)(	73 903)
Amortissement	4	386 500	386 417
(Gain) perte sur cession	5		386 356
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	386 500	215 464
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10		
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(4 471)	(961)
	13	(4 471)	(961)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	30 300	8 411
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17		(361 986)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		(230 031)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20		(361 986)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(353 575)
			(361 986)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - Conversion des devises.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(202 582)
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	386 417
Autres	3.1	386 356
	4	183 835
		(57 091)
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	5	66 626
Autres actifs financiers	6	(119 496)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(97 470)
Revenus reportés	8	157 423
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(4 471)
Propriétés destinées à la revente	10	(961)
Stocks de fournitures	11	
Autres actifs non financiers	12	
	13	148 520
		(20 125)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(170 953)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	73 903)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()
	18	(170 953)
		(73 903)
Activités de placement		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Émission ou acquisition	19	()
Remboursement ou cession	20	()
Autres placements de portefeuille		
Acquisition	21	()
Cession	22	()
	23	
Activités de financement (note 4)		
Émission de dettes à long terme	24	600 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(40 400)
Variation nette des emprunts temporaires	26	39 700)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	
Autres		
	28.1	
	29	559 600
		(39 700)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	537 167
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice		(133 728)
Solde déjà établi	31	351 790
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32	485 518
Solde redressé	33	351 790
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	485 518
		888 957
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)		

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

En février 1997, la Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine (Régie) a été constituée. L'entente intermunicipale a pour objet la construction et l'exploitation d'un système commun d'assainissement des eaux usées, comprenant les stations d'interception et de traitement. Les opérations de la Régie ont débuté en mars 1999.

Le coût des dépenses de fonctionnement de la Régie est réparti entre les deux municipalités membres selon le débit réel traité de l'année courante.

Les dépenses en immobilisations ont été réparties à la fin des travaux de construction le 31 août 2000. À compter de cette date, les dépenses en immobilisations ont été réparties en fonction des débits réservés à l'entente de constitution.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Au cours de l'exercice, les villes formant la Régie ont été facturées pour des quotes-parts de fonctionnement et d'investissement tel que présenté à la page S40.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

La principale estimation est la durée de vie utile des immobilisations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Régie consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

La Régie comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service.

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	40 ans
Bâtiments	40 ans
Machinerie, outillage	
et équipement	10 ans et 20 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Ils sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les revenus de quotes-parts sont constatés dans l'exercice auquel ils se rapportent et qu'ils donnent lieu à une créance;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés.

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créateurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement:

- pour la dette à long terme de l'audit de l'usine: au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

- Financement des activités de fonctionnement:

- pour l'excédent de financement sur les dépenses réalisées concernant l'audit de l'usine : lorsque les dépenses seront réalisées.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créiteurs et charges à payer, à l'exception des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — Revenus (chapitres SP 3400)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du chapitre SP 3400, Revenus, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public, notamment par une distinction entre les opérations comportant des obligations de prestations de celles qui n'en comportent aucune. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur la présentation des sources et des types de revenus importants ainsi qu'une description de la façon dont chacun des types de revenus est comptabilisé.

Cette nouvelle norme n'a aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	888 957
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	351 790
Autres éléments	3.1	
▪		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	888 957
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	() ()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	888 957
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	190 108
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	72 800

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composées des éléments suivants :

Fonds de roulement: 22 612\$ (11 784\$ en 2023)

Financement non utilisé: 167 496\$ (61 016\$ en 2023)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

	2024	2023
Taxes municipales	9	[REDACTED]
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	[REDACTED]
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	5 956
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	5 788
Organismes municipaux	13	75 086
Autres		
▪ Intérêts sur solde bancaire	14.1	2 174
	15	13 918
		80 544
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	
Organismes municipaux	18	
Autres tiers	19	
	20	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	
Ministère de la Culture et des Communications	25	
Autres ministères/organismes	26	5 956
	27	5 956
		2 029

Note**6. Prêts**

	2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28	[REDACTED]
Prêts à un fonds d'investissement	29	[REDACTED]
Autres		
▪	30.1	
	31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

	2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	35	
Autres placements	36	
	37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	
Autres		
▪	41.1	
	42	

Note**9. Emprunts temporaires**

La Régie a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 50 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2024, cette marge n'était pas utilisée (0\$ en 2023).

La Régie dispose aussi de deux financements temporaires portant intérêt au taux préférentiel pour un montant total de 3 344 000\$. Au 31 décembre 2024, ces financements ne sont pas utilisés.

10. Créditeurs et charges à payer

	2024	2023
Fournisseurs	43	34 469
Salaires et avantages sociaux	44	5 249
Dépôts et retenues de garantie	45	
Provision pour contestations d'évaluation	46	
Autres		
▪ Organismes municipaux	47.1	385 963
▪	47.2	516 047
▪ Intérêts courus sur la dette	47.3	5 018
	48	1 624
	425 450	522 920

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

	2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	[Grey Box]
Transferts		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51	
Accès entreprise Québec	52	
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53	
Autres	54.1	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	[Grey Box]
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57	
Société québécoise d'assainissement des eaux	58	
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59	[Grey Box]
Autres contributions des promoteurs	60	[Grey Box]
Fonds de redevances réglementaires	61	[Grey Box]
Autres	62.1	
	63	

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance		2024	2023
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,68	3,95	2026	2029	64	831 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66	
Organismes municipaux					67	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68	
Autres					69	
			70		831 000	271 400
Frais reportés liés à la dette à long terme			71	()()
			72	831 000		271 400

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets	Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	
2025	73		85 000	85 000
2026	74		235 100	235 100
2027	75		47 300	47 300
2028	76		49 000	49 000
2029	77		414 600	414 600
2030 et plus	78			
	79		831 000	831 000
Intérêts et frais accessoires	80		()	()
	81		831 000	831 000

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées		82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées		83	
		84	
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées		85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées		86	
Régimes à cotisations déterminées		87	
Autres régimes (REER et autres)		88	
Régimes de retraite des élus municipaux		89	3 355
		90	3 355
			3 500

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
-	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	()
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
Infrastructures				
Eau potable	101			
Eaux usées	102	2 110 686		2 110 686
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103			
Autres	104.1			
Réseau d'électricité	105			
Bâtiments	106	9 372 915		9 372 915
Améliorations locatives	107			
Véhicules	108			
Ameublement et équipement de bureau	109			
Machinerie, outillage et équipement divers	110	4 831 324	115 522	3 488 072
Terrains	111	103 913		103 913
Autres	112			
113	16 418 838	115 522	3 488 072	13 046 288
Immobilisations en cours	114	230 750	55 431	286 181
	115	16 649 588	170 953	3 488 072
				13 332 469
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
Infrastructures				
Eau potable	116			
Eaux usées	117	1 240 105	52 767	1 292 872
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118			
Autres	119.1			
Réseau d'électricité	120			
Bâtiments	121	5 506 511	234 323	5 740 834
Améliorations locatives	122			
Véhicules	123			
Ameublement et équipement de bureau	124			
Machinerie, outillage et équipement divers	125	4 259 489	99 327	3 488 072
Autres	126			
	127	11 006 105	386 417	3 488 072
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	5 643 483		5 428 019
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles				
Coût	129			
Amortissement cumulé	130	()()(
Valeur comptable nette	131	131	131	131

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste		
« Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Assurances	143.1	13 038
▪ .	143.2	8 567
Autres		
▪	144.1	
	145	13 038
		8 567

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de contrats pour des activités d'investissement et de fonctionnement, la Régie s'est engagée à verser un montant total de 1 457 123\$, dont les paiements sont exigibles en 2025 suite à la réalisation des travaux.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
-	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
-	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la Régie.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie et aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation).

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes à la consommation est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La principale source de revenus de l'organisme municipal provient des quotes-parts des villes membres de l'organisme municipal. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la nature de ses débiteurs, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaillent comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance		
En souffrance :		
moins de 30 jours	2 174	76 656
de 30 à 60 jours		
plus de 60 jours		
	2 174	76 656
Moins la provision pour créances douteuses	(0)	(0)
	2 174	76 656

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	0
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	0
Montants recouvrés	(0)
Solde à la fin	0

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

au 31 décembre 2024

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	0 \$				0 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	420 432 \$	—	—	—	420 432 \$
Intérêts courus à payer	5 018 \$	—	—	—	5 018 \$
Dettes	85 000 \$	215 900 \$	114 800 \$	415 300 \$	831 000 \$
	510 450 \$	215 900 \$	114 800 \$	415 300 \$	1 256 450 \$

au 31 décembre 2023

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	0 \$	—	—	—	0 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	521 296 \$	—	—	—	521 296 \$
Intérêts courus à payer	1 624 \$	—	—	—	1 624 \$
Dettes	40 400 \$	99 400 \$	32 700 \$	98 900 \$	271 400 \$
	563 320 \$	99 400 \$	32 700 \$	98 900 \$	794 320 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et passifs financiers, mais comme l'organisme municipal prévoit rembourser ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		888 957 \$	888 957 \$
Passifs financiers			
Dettes	831 000 \$		831 000 \$

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		351 790 \$	351 790 \$
Passifs financiers			
Dettes	271 400 \$		271 400 \$

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 580\$ l'excédent annuel lié aux activités de 2024 (804\$ en 2023).

27. Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été ajustées pour se conformer à la présentation adoptée en 2024.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1				
Compensations tenant lieu de taxes	2				
Quotes-parts	3	2 383 000	2 375 654		2 375 654
Transferts	4				2 019 228
Services rendus	5				
Imposition de droits	6				
Amendes et pénalités	7				
Revenus de placements de portefeuille	8				
Autres revenus d'intérêts	9	19 000	22 357		22 357
Autres revenus	10		3 355		3 355
Effet net des opérations de restructuration	11				3 500
	12	2 402 000	2 401 366		2 401 366
					2 046 424
Investissement					
Taxes	13				
Quotes-parts	14				
Transferts	15				
Imposition de droits	16				
Autres revenus					
Contributions des promoteurs	17				
Autres	18				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19				
Effet net des opérations de restructuration	20				
	21				
	22	2 402 000	2 401 366		2 401 366
					2 046 424
Charges					
Administration générale	23	88 100	90 109		90 109
Sécurité publique	24				73 483
Transport	25				
Hygiène du milieu	26	2 268 300	2 119 468	386 417	2 505 885
Santé et bien-être	27				2 411 399
Aménagement, urbanisme et développement	28				
Loisirs et culture	29				
Réseau d'électricité	30				
Frais de financement	31	15 300	7 954		7 954
Effet net des opérations de restructuration	32				4 989
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	386 500	386 417 (	386 417)	386 417)
	34	2 758 200	2 603 948		2 603 948
Excédent (déficit) lié aux activités	35	(356 200)	(202 582)		(202 582)
					(443 447)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024		2023
	Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(356 200)	(202 582)
Moins : revenus d'investissement	2	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(356 200)	(202 582)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (dédire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Amortissement	4	386 500	386 417
Produit de cession	5		
(Gain) perte sur cession	6		
Réduction de valeur / Reclassement	7		
	8	386 500	386 417
Propriétés destinées à la revente			
Coût des propriétés vendues	9		
Réduction de valeur / Reclassement	10		
	11		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Remboursement ou produit de cession	12		
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13		
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		
	15		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		51 759
Remboursement de la dette à long terme	17	()	40 400
	18	(40 400)	11 359
Affectations			
Activités d'investissement	19	()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	34 000	34 000
Excédent de fonctionnement affecté	21		
Réserves financières et fonds réservés	22	(23 900)	(23 894)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(18 750)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24		(17 629)
	25	10 100	(7 523)
	26	356 200	390 253
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		187 671

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES		
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés		
Acquisition d'immobilisations corporelles		
Administration générale	2 ()	()
Sécurité publique	3 ()	()
Transport	4 ()	()
Hygiène du milieu	5 ()	170 953 ()
Santé et bien-être	6 ()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()	()
Loisirs et culture	8 ()	()
Réseau d'électricité	9 ()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()	()
	11 ()	170 953 ()
	73 903 ()	
Propriétés destinées à la revente		
Acquisition	12 ()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Émission ou acquisition	13 ()	()
Financement		
Financement à long terme des activités d'investissement	14	502 600
Affectations		
Activités de fonctionnement	15	
Excédent accumulé		
Excédent de fonctionnement non affecté	16	
Excédent de fonctionnement affecté	17	
Réserves financières et fonds réservés	18	19 800
	19	25 716
	20	351 447
	21	(48 187)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	351 447	(48 187)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
Rémunération			
Liée au programme Accès entreprise Québec	1		
Autre	2	25 825	24 796
Charges sociales			
Liées au programme Accès entreprise Québec	3		
Autres	4	1 450	4 824
Biens et services			
Services obtenus d'organismes municipaux			
Compensations pour services municipaux	5		
Ententes de services			
Services de transport collectif	6		
Autres services	7	2 244 300	2 061 332
Autres biens et services	8	84 825	118 625
Frais de financement			
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge			
De l'organisme municipal	9	15 300	7 954
D'autres organismes municipaux	10		
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		
D'autres tiers	12		
Autres frais de financement	13		
Contributions			
Organismes municipaux			
Quotes-parts	14		
Transferts	15		
Autres	16		
Autres			
Transferts	17		
Autres	18		
Amortissement			
Immobilisations corporelles	19	386 500	386 417
Actifs incorporels achetés	20		386 356
Autres			
-	21.1		
	22	2 758 200	2 603 948
			2 489 871

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	320 847
Excédent de fonctionnement affecté	2	
Réserves financières et fonds réservés	3	22 612
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(79 771)(45 641)
Financement des investissements en cours	5	130 477 (212 883)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	4 693 317 5 370 981
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8	5 087 482 5 290 064

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	320 847	165 823
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	320 847	165 823

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale

▪ Budget subséquent	12.1		
	13		

Organismes contrôlés et partenariats¹

▪	14.1		
	15		
	16		

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
■	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
■	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	22 612
Organismes contrôlés et partenariats	22	11 784
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	
Autres		
■	30.1	
	31	22 612
	32	11 784
	22 612	11 784

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()()
Autres	37 ()()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()()
	39 ()()
Assainissement des sites contaminés	40 ()()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()()
Autres		
▪	43.1 ()()
	44 ()()
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()()
Utilisation du fonds de roulement	46 ()()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()()
Utilisation du fonds de roulement	48 ()()
Autres		
▪	49.1 ()()
	50 ()()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()()
Mesure relative à la COVID-19	52 ()()
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()()
Autres		
▪ Honoraires professionnels à financer à long terme: audit usine R-110	55.1 (	97 400)(45 641)
	56 (	97 400)(45 641)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	17 629
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	17 629
	63 (	79 771)(45 641)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	149 868
Investissements à financer	65	(19 391)(
	66	130 477
		(212 883)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	5 428 019
Propriétés destinées à la revente	68	
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72	5 428 019
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74	5 428 019
		5 643 483
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75	(831 000)(
Frais reportés liés à la dette à long terme	76	()()
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	97 400
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80	(733 600)(
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81	(1 102)(
	82	(734 702)(
	83	4 693 317
		5 370 981

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	-	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice		
avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73)()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74)()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84)()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88)()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice	92	
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104	
Description des régimes et autres renseignements		
	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	
Description des régimes et autres renseignements		
	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	
Autres régimes	115	
	116	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	5	5
---	-----	---	---

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	995
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	119	3 355
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	3 500
	121	3 355
		3 500

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS		
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT		
Administration générale	47	
Sécurité publique		
Police	48	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	49	
Autres	50	
Sécurité civile	51	
Autres	52	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	53	
Enlèvement de la neige	54	
Autres	55	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	56	
Transport adapté	57	
Transport scolaire	58	
Autres	59	
Transport aérien	60	
Transport par eau	61	
Autres	62	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	
Réseau de distribution de l'eau potable	64	
Traitement des eaux usées	65	
Réseaux d'égout	66	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	67	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	68	
Tri et conditionnement	69	
Autres	70	
Autres	71	
Cours d'eau	72	
Protection de l'environnement	73	
Autres	74	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)		
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	75	
Autres	76	
Sécurité du revenu	77	
Autres	78	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	79	
Rénovation urbaine	80	
Promotion et développement économique	81	
Autres	82	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	83	
Activités culturelles		
Bibliothèques	84	
Autres	85	
Réseau d'électricité	86	
	87	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)		
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	88	
Sécurité publique		
Police	89	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	90	
Autres	91	
Sécurité civile	92	
Autres	93	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	94	
Enlèvement de la neige	95	
Autres	96	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	97	
Transport adapté	98	
Transport scolaire	99	
Autres	100	
Transport aérien	101	
Transport par eau	102	
Autres	103	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	
Réseau de distribution de l'eau potable	105	
Traitement des eaux usées	106	
Réseaux d'égout	107	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	108	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	109	
Tri et conditionnement	110	
Autres	111	
Autres	112	
Cours d'eau	113	
Protection de l'environnement	114	
Autres	115	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)		
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	116	
Autres	117	
Sécurité du revenu	118	
Autres	119	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	120	
Rénovation urbaine	121	
Promotion et développement économique	122	
Autres	123	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	124	
Activités culturelles		
Bibliothèques	125	
Autres	126	
Réseau d'électricité	127	
	128	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)		
TRANSFERTS DE DROIT		
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129	
Péréquation	130	
Neutralité	131	
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132	
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	
Fonds de développement des territoires	134	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135	
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137	
Autres	138	
	139	
TOTAL DES TRANSFERTS	140	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS		
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX		
Administration générale		
Greffé et application de la loi	141	
Évaluation	142	
Autres	143	
	144	
Sécurité publique		
Police	145	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	146	
Autres	147	
Sécurité civile	148	
Autres	149	
	150	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	151	
Enlèvement de la neige	152	
Autres	153	
Transport collectif	154	
Autres	155	
	156	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		
l'eau potable	157	
Réseau de distribution de l'eau potable	158	
Traitement des eaux usées	159	
Réseaux d'égout	160	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	161	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	162	
Tri et conditionnement	163	
Autres	164	
Autres	165	
Cours d'eau	166	
Protection de l'environnement	167	
Autres	168	
	169	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)		
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	170	
Autres	171	
Autres	172	
	173	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	174	
Rénovation urbaine	175	
Promotion et développement économique	176	
Autres	177	
	178	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	179	
Activités culturelles		
Bibliothèques	180	
Autres	181	
	182	
Réseau d'électricité	183	184

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)		
AUTRES SERVICES RENDUS		
Administration générale		
Greffé et application de la loi	185	
Évaluation	186	
Autres	187	
	188	
Sécurité publique		
Police	189	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	190	
Autres	191	
Sécurité civile	192	
Autres	193	
	194	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	195	
Enlèvement de la neige	196	
Autres	197	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	198	
Transport adapté	199	
Transport scolaire	200	
Autres	201	
Autres	202	
	203	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de		
l'eau potable	204	
Réseau de distribution de l'eau potable	205	
Traitement des eaux usées	206	
Réseaux d'égout	207	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	208	
Matières recyclables	209	
Autres	210	
Cours d'eau	211	
Protection de l'environnement	212	
Autres	213	
	214	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)		
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	215	
Autres	216	
Sécurité du revenu	217	
Autres	218	
	219	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	220	
Rénovation urbaine	221	
Promotion et développement économique	222	
Autres	223	
	224	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	225	
Activités culturelles		
Bibliothèques	226	
Autres	227	
	228	
Réseau d'électricité	229	
	230	
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations	Réalisations
	2024	2023
IMPOSITION DE DROITS		
Licences et permis	232	
Droits de mutation immobilière	233	
Droits sur les carrières et sablières	234	
Autres	235	
	236	
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	
REVENUS DE PLACEMENTS		
DE PORTEFEUILLE	238	
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	22 357
AUTRES REVENUS		23 696
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243	
Contributions des promoteurs	244	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245	
Contributions des organismes municipaux	246	
Autres contributions	247	
Redevances réglementaires	248	
Autres	249	3 355
	250	3 355
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE		
RESTRUCTURATION	251	3 500

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Réalisations 2024			Réalisations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	29 620	29 620	28 437
Greffé et application de la loi	2			
Gestion financière et administrative	3	60 489	60 489	45 046
Évaluation	4			
Gestion du personnel	5			
Autres	6.1			
	7	90 109	90 109	73 483
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	8			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	9			
Autres	10			
Sécurité civile	11			
Autres	12			
	13			
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14			
Enlèvement de la neige	15			
Éclairage des rues	16			
Circulation et stationnement	17			
Transport collectif				
Transport en commun	18			
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21			
	22			

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Réalisations 2024			Réalisations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23			
Réseau de distribution de l'eau potable	24			
Traitement des eaux usées	25	2 119 468	386 417	2 505 885
Réseaux d'égout	26			2 411 399
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27			
Élimination	28			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29			
Tri et conditionnement	30			
Matières organiques				
Collecte et transport	31			
Traitement	32			
Matériaux secs	33			
Autres	34			
Plan de gestion	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37			
Protection de l'environnement	38			
Autres	39			
	40	2 119 468	386 417	2 505 885
				2 411 399
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Habitation				
Logement social	41			
Autres	42			
Sécurité du revenu	43			
Autres	44			
	45			

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Réalisations 2024			Réalisations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage		46		
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux		47		
Autres biens		48		
Promotion et développement économique				
Industries et commerces		49		
Tourisme		50		
Autres		51		
Autres		52		
		53		
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires		54		
Patinoires intérieures et extérieures		55		
Piscines, plages et ports de plaisance		56		
Parcs et terrains de jeux		57		
Parcs régionaux		58		
Expositions et foires		59		
Autres		60		
		61		
Activités culturelles				
Centres communautaires		62		
Bibliothèques		63		
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition		64		
Autres ressources du patrimoine		65		
Autres		66		
		67		
		68		

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Réalisations 2024			Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	70	7 954		7 954	4 989
Autres frais	71				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	72				
Autres	73				
	74	7 954		7 954	4 989
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75				
AMORTISSEMENT DES IMMobilISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHEtÉS	76	386 417 (	386 417)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine | R1332 |

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	8
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	9
Analyse de la rémunération	10
Analyse des revenus de transfert par sources	11
Frais de financement par activités	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures		
Conduites d'eau potable	1	
Usines de traitement de l'eau potable	2	
Usines et bassins d'épuration	3	
Conduites d'égout	4	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	
Ponts, tunnels et viaducs	7	
Systèmes d'éclairage des rues	8	
Aires de stationnement	9	
Parcs et terrains de jeux	10	
Autres infrastructures	11	
Réseau d'électricité	12	
Bâtiments		
Édifices administratifs	13	
Édifices communautaires et récréatifs	14	
Améliorations locatives	15	
Véhicules		
Véhicules de transport en commun	16	
Autres	17	
Ameublement et équipement de bureau	18	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	170 953
Terrains	20	73 903
Autres	21	
	22	170 953
		73 903

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement		
Conduites d'eau potable	1	
Usines de traitement de l'eau potable	2	
Usines et bassins d'épuration	3	
Conduites d'égout	4	
Autres infrastructures	5	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)		
Conduites d'eau potable	6	
Usines de traitement de l'eau potable	7	
Usines et bassins d'épuration	8	
Conduites d'égout	9	
Autres infrastructures	10	
Autres immobilisations corporelles	11	170 953
	12	170 953
		73 903

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5			
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	271 400	600 000	40 400
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	271 400	600 000	40 400
				831 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9			
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10			
Organismes municipaux	11			
Autres tiers	12			
	13			
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14			
	15			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18			
	19	271 400	600 000	40 400
				831 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	271 400	600 000	40 400
				831 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	831 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	19 391
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres	5.1	
▪		

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	137 824
Autres		
▪ Excédent de financement activités fonctionnement	11.1	17 628
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	694 939

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

Endettement net à long terme	14	694 939
------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	694 939

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	694 939
--	----	---------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
73020	Ville de Rosemère	1.1	419 465
73025	Ville de Lorraine	1.2	275 474
		2	694 939

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	2024	2023
Rémunération	1	
Charges sociales	2	
Biens et services	3	170 953
Frais de financement	4	
Autres	5	
	6	170 953
		73 903

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
Ensemble des municipalités		
73020	Ville de Rosemère	1.1 1 692 708
73025	Ville de Lorraine	1.2 682 946
		2 375 654
Certaines municipalités		
		3.1
		4
		5 2 375 654

ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	86 755	69 983
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	5		
Autres	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	9		
Enlèvement de la neige	10		
Autres	11		
Transport collectif	12		
Autres	13		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	14		
Réseau de distribution de l'eau potable	15		
Traitement des eaux usées	16	2 288 899	1 949 245
Réseaux d'égout	17		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	18		
Matières recyclables	19		
Autres	20		
Cours d'eau	21		
Protection de l'environnement	22		
Autres	23		
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	24		
Autres	25		
Autres	26		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	27		
Rénovation urbaine	28		
Promotion et développement économique	29		
Autres	30		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	31		
Activités culturelles			
Bibliothèques	32		
Autres	33		
	34	2 375 654	2 019 228

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Cadres et contremaîtres	1					
Professionnels	2					
Cols blancs	3					
Cols bleus	4					
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8					
Élus	9	6,00		24 796	4 824	29 620
	10	6,00		24 796	4 824	29 620

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	1			
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2			
Réseau de distribution de l'eau potable	3			
Traitement des eaux usées	4			
Réseaux d'égout	5			
Autres	6			
	7			

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	2024	2023
Administration générale		
Greffé et application de la loi	1	
Évaluation	2	
Autres	3	
	4	
Sécurité publique		
Police	5	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	6	
Autres	7	
Sécurité civile	8	
Autres	9	
	10	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	11	
Enlèvement de la neige	12	
Autres	13	
Transport collectif	14	
Autres	15	
	16	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	
Réseau de distribution de l'eau potable	18	
Traitement des eaux usées	19	7 954
Réseaux d'égout	20	4 989
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	21	
Matières recyclables	22	
Autres	23	
Cours d'eau	24	
Protection de l'environnement	25	
Autres	26	
	27	7 954
		4 989
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	28	
Autres	29	
Sécurité du revenu	30	
Autres	31	
	32	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	33	
Rénovation urbaine	34	
Promotion et développement économique	35	
Autres	36	
	37	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	38	
Activités culturelles		
Bibliothèques	39	
Autres	40	
	41	
Réseau d'électricité	42	
	43	7 954
		4 989

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

OUI **NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 150 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

4

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

5

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-04-09

Nom du signataire : Catherine Blais-Adam

Fonction du signataire : Secrétaire-trésorière

Date de transmission au Ministère :



Date et heure de la dernière modification : 2025-03-21 09:35

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine | [R1332](#) |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024		2023
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Fonctionnement	1	2 402 000	2 401 366
Investissement	2	2 402 000	2 046 424
	3	2 402 000	2 401 366
	4	2 758 200	2 603 948
Charges			
Excédent (déficit) lié aux activités	5	(356 200)	(202 582)
Moins : revenus d'investissement	6	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(356 200)	(202 582)
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	386 500	386 417
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	51 759	45 641
Remboursement de la dette à long terme	10	(40 400)	(40 400)
Affectations			
Activités d'investissement	11	()	()
Excédent (déficit) accumulé	12	10 100	(7 523)
Autres éléments de conciliation	13		
	14	356 200	390 253
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	187 671	

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Actifs financiers		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	888 957
Débiteurs	2	13 918
Prêts	3	
Placements de portefeuille	4	
Autres	5	
	6	902 875
		432 334
Passifs		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7	
Emprunts temporaires	8	
Créditeurs et charges à payer	9	425 450
Revenus reportés	10	
Dette à long terme	11	831 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres	13	
	14	1 256 450
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(353 575)
		(361 986)
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles	16	5 428 019
Autres	17	13 038
	18	5 441 057
Excédent (déficit) accumulé	19	5 087 482
		5 290 064

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	320 847
Excédent de fonctionnement affecté		
▪ Budget subséquent	2.1	
	3	
Réserves financières		
▪	4.1	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	5	22 612
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	11 784
Fonds local d'investissement	7	
Fonds local de solidarité	8	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	
Autres		
▪	10.1	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11 (	79 771)(
Financement des investissements en cours	12	130 477
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	4 693 317
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14	5 370 981
	15	5 087 482
		5 290 064

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1 694 939
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2 694 939
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>	

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal		
Emprunts refinancés par anticipation	3	
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5 831 000	271 400
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	
Dette à long terme à la charge des tiers		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8	
Autres	9	
Dette en cours de refinancement / Reclassement /		
Redressement	10 831 000	271 400
	11	
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37</i>		

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
	Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement			
Taxes	12		
Compensations tenant lieu de taxes	13		
Quotes-parts	14 2 383 000	2 375 654	2 019 228
Transferts	15		
Services rendus	16		
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17		
Autres	18 19 000	25 712	27 196
	19 2 402 000	2 401 366	2 046 424
Investissement			
Taxes	20		
Quotes-parts	21		
Transferts	22		
Autres	23		
	24		
	25 2 402 000	2 401 366	2 046 424

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2024			Réalisations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	90 109	90 109	73 483
Sécurité publique				
Police	2			
Sécurité incendie	3			
Autres	4			
Transport				
Réseau routier	5			
Transport collectif	6			
Autres	7			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	8	2 119 468	386 417	2 505 885
Matières résiduelles	9			2 411 399
Autres	10			
Santé et bien-être	11			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	12			
Promotion et développement économique	13			
Autres	14			
Loisirs et culture	15			
Réseau d'électricité	16			
Frais de financement	17	7 954		7 954
Effet net des opérations de restructuration	18			4 989
	19	2 217 531	386 417	2 603 948
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	386 417 (	386 417)	
	21	2 603 948		2 489 871

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	
Éléments de conciliation à des fins fiscales		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (170 953)	73 903)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())
Financement à long terme des activités d'investissement	4 502 600	
Affectations		
Activités de fonctionnement	5	
Excédent accumulé	6 19 800	25 716
	7 351 447	(48 187)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8 351 447	(48 187)

Extrait du rapport financier, page S14